

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service de l'agriculture, de la forêt
et de l'environnement

Pôle de l'environnement

1 INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° 13982 de mise en demeure au titre de la réglementation sur les
installations classées pour la protection de l'environnement

Société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE à GONESSE

Le préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement Livre V Titre I et notamment son article L.171-8-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux ateliers de traitement de surface soumis à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 mars 1976 autorisant la société PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM) à exploiter une installation de traitement de surface sur le territoire de la commune de GONESSE – 2, Rue des Frères Montgolfier, classées sous les rubriques N° 2565 et N° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2007 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 décembre 2009 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM), relatif aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique (RSDE) ;

VU l'arrêté du 2 mai 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Daniel BARNIER secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2014 fixant le montant des garanties financières que doit constituer la société PERRIEN INDUSTRIES MONTREUIL (PIM) ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2016 portant autorisation de changement d'exploitant au profit de la société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE (PTS) ;

VU le rapport du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France – Unité Départementale du Val-d'Oise en date du 27 septembre 2016 élaboré suite à la visite du 6 septembre 2016 ;

VU le courrier daté du 27 septembre 2016 adressé à l'exploitant par le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France, lui transmettant le rapport de contrôle de l'inspection des ICPE, conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai d'un mois pour faire part de ses observations ;

CONSIDERANT que le délai laissé à l'exploitant dans le courrier du 27 septembre 2016 s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;

CONSIDERANT que le site dispose de deux lignes de traitement de surface pour lesquelles les émissions atmosphériques doivent être aspirées conformément à l'article 22 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2007 susvisé ; que lors de la visite d'inspection du 6 septembre 2016, il a été constaté que la ligne de traitement de surface « chrome » était en activité mais ne disposait pas de système de captation en fonctionnement ; que les émissions atmosphériques émises au-dessus des baignoires de la ligne « chrome » ne sont pas captées ; qu'ainsi l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 22 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2007 susvisé auxquelles la société est soumise ;

CONSIDÉRANT que cet élément est constitutif d'une non-conformité notable ;

CONSIDÉRANT en conséquence que, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L. 171-8-1 du même code en mettant en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2007 susvisé ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

ARRETE

Article 1er : Conformément à l'article L171-8-1 du code de l'environnement, la **Société PERRIEN TRAITEMENT DE SURFACE** est, pour l'exploitation de son installation sise 2, rue des Frères Montgolfier à GONESSE, mise en demeure de respecter sous 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

– les dispositions de l'article 22 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2007 en captant les émissions atmosphériques émises au-dessus des baignoires de la ligne « chrome ».

Article 2 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L.171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE -2/4, Boulevard de l'Hautil – B.P. 322 – 95 027 CERGY-PONTOISE Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Val-d'Oise, le Directeur Départemental des Territoires du Val d'Oise, le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France et le Maire de GONESSE sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le **28 MARS 2017**

le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Daniel BARNIER

1. The first part of the report is a general introduction to the subject of the study. It discusses the importance of the study and the objectives of the research.

2. The second part of the report is a detailed description of the methodology used in the study. It includes information about the sample, the data collection methods, and the statistical analysis.

3. The third part of the report is a discussion of the results of the study. It compares the findings with the previous research and discusses the implications of the study.

4. The fourth part of the report is a conclusion and a list of references.

